

« SOUS NOS YEUX »

Le basculement de la Crimée est-il le premier d'une longue série ?

par Thierry Meyssan

Au-delà des pleurs emphatiques de l'Occident face à l'adhésion de la Crimée à la Fédération de Russie, le vrai enjeu est de savoir s'il s'agit d'un événement orphelin ou s'il préfigure le basculement de l'Europe orientale vers Moscou. N'ayant plus que l'asservissement à la bureaucratie bruxelloise à offrir, Bruxelles craint que ses actuels clients soient attirés par la liberté et l'argent de Moscou.

RÉSEAU VOLTAIRE | DAMAS (SYRIE) | 24 MARS 2014

عربي PORTUGUÊS فارسی ENGLISH ITALIANO ESPAÑOL ΕΛΛΗΝΙΚΑ РУССКИЙ DEUTSCH



Scène de liesse à Semferopol à l'occasion de l'adhésion à la Fédération de Russie.

Les Occidentaux s'époumonent à dénoncer l'« annexion militaire » de la Crimée par la Russie. Selon eux, Moscou, revenant à la « doctrine Brejnev », menace la souveraineté de tous les États qui furent membres non seulement de l'ex-URSS, mais aussi du Pacte de Varsovie, et s'apprête à les envahir comme il le fit en Hongrie en 1956 et en Tchécoslovaquie en 1968.

Est-ce bien vrai ? Manifestement, les mêmes Occidentaux ne sont

pas convaincus de l'imminence du danger. S'ils assimilent en paroles l'« annexion » de la Crimée par Vladimir Poutine à celle des Sudètes par Adolf Hitler, ils ne pensent pas que l'on se dirige vers une Troisième Guerre mondiale.

Tout au plus ont-ils pris des sanctions théoriques contre quelques dirigeants russes —y compris criméens— en bloquant leurs comptes, au cas où ils voudraient en ouvrir dans des banques occidentales, ou en leur interdisant d'y voyager, si l'envie leur en prenait. Le Pentagone a bien envoyé 22 avions de combats en Pologne et dans les États baltes, mais il n'a pas l'intention de faire plus que cette gesticulation, pour le moment.

Que se passe-t-il au juste ? Depuis la chute du Mur de Berlin, le 9 novembre 1989, et le sommet de Malte qui l'a suivie, les 2 et 3 décembre, les États-Unis n'ont cessé de gagner du terrain et, en violation de leurs promesses, de faire basculer un à un tous les États européens —sauf la Russie— dans l'Otan.

Le processus a débuté quelques jours plus tard, à Noël 1989, avec le renversement des Ceaușescu en Roumanie et leur remplacement par un autre dignitaire communiste subitement converti au libéralisme, Ion Iliescu. Pour la première fois, la CIA organisait un coup d'État aux yeux de tous, tout en le mettant en scène comme une « révolution » grâce à une nouvelle chaîne de télévision, CNN International. C'était le début d'une longue série.

Une vingtaine d'autres cibles allaient suivre, souvent par des moyens tout aussi frauduleux : l'Albanie, l'Allemagne de l'Est, l'Azerbaïdjan, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, la Croatie, l'Estonie, la Géorgie, la Hongrie, le Kosovo, la Lettonie, la Lituanie, la Macédoine, la Moldavie, le Monténégro, la Pologne, la Serbie, la Slovaquie, la Slovénie, la Tchéquie et l'Ukraine.

Aucun document ne fut signé lors du sommet de Malte, mais le président Bush Sr., conseillé par Condoleezza Rice, prit l'engagement oral qu'aucun membre du Pacte de Varsovie ne serait accepté dans l'Otan. En réalité, l'Allemagne de l'Est y entra *de facto*, par le simple jeu de son adhésion à l'Allemagne de l'Ouest. La porte étant ainsi ouverte, ce sont aujourd'hui 12 États ex-membres de l'URSS ou du Pacte de Varsovie qui y ont adhéré et

les autres qui sont en attente de rejoindre l'Alliance.

Cependant, « les meilleures choses ont une fin ». La puissance de l'Otan et de son versant civil, l'Union européenne, vacille. Certes l'Alliance n'a jamais été si nombreuse, mais ses armées sont peu efficaces. Elle excelle sur de petits théâtres d'opération, comme en Afghanistan, mais ne peut plus entrer en guerre contre la Chine, ni contre la Russie, sans la certitude de perdre comme on l'a vu en Syrie cet été.

En définitive, les Occidentaux sont stupéfaits de la rapidité et de l'efficacité russes. Durant les jeux Olympiques de Sotchi, Vladimir Poutine n'a stoïquement livré aucun commentaire sur les événements de la place Maidan. Mais il a réagi dès qu'il a eu les mains libres. Chacun a pu alors constater qu'il abattait des cartes qu'il avait préparées durant son long silence. En quelques heures, des forces pro-russes ont neutralisé les forces pro-Kiev de Crimée tandis qu'une révolution était organisée à Semferopol pour porter au pouvoir une équipe pro-russe. Le nouveau gouvernement a appelé à un référendum d'autodétermination qui a enregistré une immense vague pro-russe, population tatare incluse. Puis, les Forces officielles russes ont fait prisonniers avec leurs matériels les soldats se réclamant encore de Kiev. Tout cela sans tirer un coup de feu, à l'exception d'un sniper ukrainien pro-Otan qui fut arrêté à Semferopol après avoir tué une personne de chaque bord.

Il y a vingt ans, les mêmes Criméens auraient certainement voté contre la Russie. Mais aujourd'hui, leur liberté est bien mieux assurée par Moscou que par Kiev, où un tiers du gouvernement revient aux nazis et les deux autres tiers aux représentants des oligarques. En outre, leur économie en faillite a immédiatement été relevée par la Banque de Russie, tandis que, malgré le FMI et les prêts des États-Unis et de l'UE, Kiev est condamné à une longue période de pauvreté. Il n'était pas nécessaire de parler russe pour faire ce choix et, malgré la propagande occidentale, les musulmans Tatars l'ont fait comme les russophones. C'est également le choix de 88 % des militaires ukrainiens stationnés en Crimée, qui se sont ralliés à Moscou avec la ferme intention de faire venir leurs familles et de leur obtenir la nationalité russe. C'est aussi le choix de 82 %

des marins ukrainiens qui se trouvaient en mer, trop heureux de pouvoir devenir Russes, ils se sont ralliés à Moscou avec leurs bâtiments sans y être contraints d'aucune manière.

La liberté et la prospérité, qui ont été les arguments de vente de l'Occident depuis presque 70 ans, ont changé de camp.

Il ne s'agit pas d'affirmer ici que la Russie est parfaite, mais de constater que pour les Criméens et en réalité pour la plupart des Européens, elle est plus attractive que le camp occidental.

C'est pourquoi l'indépendance de la Crimée et son adhésion à la Fédération de Russie marquent le retour du balancier. Pour la première fois, un peuple ex-soviétique décide librement de reconnaître l'autorité de Moscou. Ce que craignent les Occidentaux, c'est que cet événement ait un effet comparable à la chute du Mur de Berlin, mais dans l'autre sens. Pourquoi ne verrait-on pas des États membres de l'Otan —comme la Grèce— ou simplement de l'Union européenne —comme Chypre— suivre le même chemin ? Le camp occidental se déliterait alors et sombrerait dans une très forte récession —comme la Russie d'Eltsine—.

En outre, la question de la survie des États-Unis ne manquerait pas de se poser. La dissolution de l'URSS aurait dû entraîner celle de son ennemi et néanmoins partenaire, ces deux super-puissances n'existant que l'une face à l'autre. Or, il n'en fut rien. Washington étant débarrassé de son compétiteur se lança à la conquête du monde, globalisa l'économie et installa un Nouvel Ordre. Il fallut deux ans et un mois à l'Union soviétique pour se dissoudre après la chute du Mur de Berlin. Verrons-nous bientôt la dissolution des États-Unis et de l'Union européenne en plusieurs entités, ainsi que l'enseigne Igor Panarin à l'Académie diplomatique de Moscou ? L'effondrement sera d'autant plus rapide que Washington réduira ses subventions à ses alliés et Bruxelles ses fonds structurels.

Personne ne doit craindre l'attractivité de la Russie, car c'est une puissance impériale, mais pas impérialiste. Si Moscou a tendance à rabrouer les petits pays qu'il protège, il n'entend pas étendre son hégémonie par la force. Sa stratégie militaire est celle du « déni d'accès » à son territoire. Ses armées sont les premières au monde

en termes de défense anti-aérienne et anti-navale. Elles peuvent détruire des flottes de bombardiers et de porte-avions. Mais elles ne sont pas équipées pour partir à la conquête du monde, ni déployées dans quantité de bases extérieures.

Il est particulièrement étrange d'entendre les Occidentaux dénoncer l'adhésion de la Crimée à la Fédération de Russie comme contraire au droit international et à la Constitution ukrainienne. N'est-ce pas eux qui démembèrent l'URSS et le Pacte de Varsovie ? N'est-ce pas eux qui rompirent l'ordre constitutionnel à Kiev ?

Le ministre allemand des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, déplore une prétendue volonté russe de « couper l'Europe en deux ». Mais la Russie s'est débarrassée de la dictature bureaucratique soviétique et n'entend pas restaurer le Rideau de fer. Ce sont les États-Unis qui veulent couper l'Europe en deux pour éviter l'hémorragie vers l'Est. La nouvelle dictature bureaucratique n'est plus à Moscou, mais à Bruxelles, elle se nomme Union européenne.

D'ores et déjà, Washington tente de fixer ses alliés dans son camp, il développe sa couverture de missiles en Pologne, en Roumanie et en Azerbaïdjan. Il ne fait plus mystère que son « bouclier » n'a jamais été destiné à contrer des missiles iraniens, mais est conçu pour attaquer la Russie. Il tente aussi de pousser ses alliés européens à prendre des sanctions économiques qui paralyseraient le continent et pousseraient les capitaux à fuir... aux États-Unis.

L'ampleur de ces ajustements est telle que le Pentagone examine la possibilité d'interrompre son « pivot vers l'Extrême-Orient », c'est-à-dire le déplacement de ses troupes d'Europe et du Proche-Orient pour les positionner en vue d'une guerre contre la Chine. Quoi qu'il en soit, toute modification de sa stratégie à long terme désorganisera encore plus ses armées sur le court et le moyen terme. Moscou n'en demandait pas autant, qui observe avec volupté les réactions des populations de l'Est de l'Ukraine et, pourquoi pas, de la Transnistrie.

Thierry Meyssan

Al-Watan (Syrie)

Source : « Le basculement de la Crimée est-il le premier d'une longue série ? », par Thierry Meyssan, Al-Watan (Syrie), *Réseau Voltaire*, 24 mars 2014, www.voltairenet.org/article182898.html